

**DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES**

**VILLE DE CERET**

**ARRÊTÉ N° 568/ 2024**

**Autorisant l'occupation du domaine public et l'organisation d'animations musicales**

**Les mercredis 10, 17, 24, 31 juillet 2024 et 07, 14, 21, 28 août 2024**

**De 20h00 à 23h30**

**Place Pablo Picasso**

Le Maire de la Ville de Céret,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212.1 et suivants relatifs aux pouvoirs de Police du Maire,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la demande effectuée par les établissements « Le Pablo », « Le Comptoir des Arcades » et « Can Jordi », pour utiliser le domaine public pour organiser une animation musicale sur la Place Pablo Picasso, à Céret, les mercredis 10, 17, 24, 31 juillet 2024 et 07, 14, 21, 28 août 2024 de 20h00 à 23h30,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** - Les établissements « Le Pablo », « Le Comptoir des Arcades » et « Can Jordi » sont autorisés à utiliser le domaine public et à organiser une animation musicale sur la Place Pablo Picasso, à Céret, les mercredis 10, 17, 24, 31 juillet 2024 et 07, 14, 21, 28 août 2024 de 20h00 à 23h30.

**ARTICLE 2** - En aucun cas, les animations musicales ne pourront se prolonger au-delà de 23h30.

**ARTICLE 3** - Lors des soirées organisées, la diffusion du son devra respectée les prescriptions du décret n°2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés.

**ARTICLE 4** - Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 5** - Monsieur Le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Céret sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Céret, le huit juillet deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,



Denis DUNYACH,  
Adjoint délégué



Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.